# front to the contral organe central

organe central du

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

N°119

13 JUIN 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 La Source / B.P.464 - 75065 PARIS CEDEX 02

1,50F

# NON AUX CONTRATS A DUREE LIMITEE!

VERITABLES CONTRATS DE CHOMAGE



ABROGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET

TRAVAILLEURS FRANCAIS IMMIGRES, TOUS UNIS

# **GENNEVILLIERS**

## foyer sonacotra

Malgré les provocations policières (30 travailleurs embarqués par les flics, 2 expulsés du foyer), la lutte continue au foyer SONACOTRA de GENNEVILLIERS.

Samedi 1er juin, les flics, avec le feu vert de la municipalité P«C»F, étaient intervenus pendant le meeting organisé par les travailleurs du foyer, des ouvriers arabes ou africains travaillant dans les usines de Gennevilliers (Chausson, General Motors...). Les militants présents avaient été chassés par les flics aux cris de «tout ce qui est blanc, dehors». Depuis, le gérant, croyant impressionner les travailleurs et briser leur lutte, refusait l'entrée du foyer aux camarades du Parti. Mardi 4 juin, les travailleurs décident de passer outre et font rentrer nos camarades. Aussitôt, une décision est prise : exiger du gérant la réintégration des 2 travailleurs dont les chambres ont été bouclées. Celui-ci, blanc de peur et ivre de rage lorsqu'un camarade du Parti le

traita de raciste et de bourreau des peuples africains (c'est un ancien parachutiste qui sévit en Afrique), ne put rien faire d'autre qu'appeler les flics. Et ce furent 5 cars qui arrivèrent et chassèrent nos militants du foyer. Les travailleurs, par solidarité, sortirent eux aussi du foyer. Spontanément, une manif est organisée en direction des immeubles alentour, aux cris de «A bas le foyer-prison», «renvoi du gérant raciste». Les flics, apeurés par la solidarité qui risque de se manifester, chargent immédiatement et finissent par embarquer une trentaine de travailleurs ainsi que les militants du

Pendant que nous sommes au commissariat, des travailleurs des foyers de Clichy et Colombes viennent manifester pour exiger notre libération. Immédiatement, les travailleurs prennent une décision : organiser, dès la semaine suivante, une

manifestation dans Gennevilliers pour populariser leur lutte et faire reculer la Sonacotra.

Déjà, la Sonacotra a du faire un pas en arrière: nous pouvons maintenant pénétrer dans le foyer, mais jusqu'à 22 heures seulement. Les travailleurs exigent la liberté totale de visite. La lutte continue. Les délégués, désignés par leurs camarades, commencent à collecter pour le mois de juin (250 F au lieu des 300 réclamés par la direction):

Réintégration des 2 travailleurs expulsés du foyer.

Organisons la popularisation sur Gennevilliers et les autres foyers Sonacotra de la banlièue nord.

A bas les foyers-prison. Les travailleurs de Sonacotra

Manifestons tous, place Voltaire (Asnières) à 18 h30, vendredi 14 juin.

Corr. GENNEVILLIERS

# liberté pour hacène najar

manifesté à l'appel de plusieurs organisations, dont le MTA, le FRAP, le PCR (ml), les CACF, pour la libération d'Hacène NAJAR, contre les agressions racistes et contre toutes les mesures de division de la classe

Durant 2 heures, dans les quartiers populaires de Paris, les manifestants ont exigé la libération de Hacène, emprisonné après avoir collé des affiches pour la Palestine et dénoncé la répression policière. «Travailleurs français et immigrés, même patron, même combat, une seule classe ouvrière», ce mot d'ordre largement (Bayonne): 150 licenciements repris était concrétisé par l'appel à la (fermeture de l'usine). lutte contre les contrats de travail à durée limitée, inscrit sur une banderole (Salles) : 56 licenciements.

Dans le cortège, des travailleurs immigrés de l'EGCC en grève, portaient une banderole, appelant à la REUNIES (Le Puy, Bort les Orgues, solidarité et exprimant leur volonté de lutter jusqu'à la «victoire totale» de licenciements sur un total de 2300 Corr. Paris salariés. leurs revendications.

# paris 19 ème arr.

Dimanche 2 juin, le CACF 19ème est allé dans les foyers de travailleurs arabes où le MRAP était passé la semaine précédente. Celui-ci est allé chercher la commission d'hygiène préfectorale qui a trouvé les foyers sales et insalubres. Résultats :

Certaines chambres seront fermées définitivement et d'autres ne devront être occupées que par deux travailleurs.

Pour le patron c'est simple. Lorsqu'une chambre lui rapporte 500F (5 lits à 100 F chacun), il demande maintenant aux deux travailleurs restant cette même somme. Ce qui fait 250 F par travailleur.

Le lundi 3 juin, était convoquée une Assemblée Générale à l'appel du CACF. Plus de cent travailleurs ont participé à l'élection de délégués pour une entrevue le lendemain avec le

Le rôle des militants du CACF a été de montrer que c'était un aspect de la circulaire Fontanet : le logement correct pour les travailleurs immigrés devait permettre à la bourgeoisie de fermer, au moment voulu par elle, certains foyers pour expulser les travailleurs. Ainsi ceux qui resteront sont ceux qui sont normalement inscrits, les autres sont en attente d'un contrat de travail ou d'une carte de travail et risquent donc l'expulsion dans leur pays d'origine.

Nous avons dénoncé le MRAP et le P«C»F qui, réclamant soi-disant un statut plus humain de l'immigration, en vient à employer des procédés policiers. Ce qui est important, c'est de lutter pour des revendications précises sur chaque foyer (plate-forme revendicative des CACF) et non pas d'aller chercher une commission préfectorale qui va maintenant jouer le jeu : oui, c'est sale et insalubre, vous devez déménager. Mais aller où? Quand sur le contrat, on a une adresse, on n'a pas le droit d'en changer pendant la durée du contrat, quand on travaille à 5 minutes du foyer.

Les travailleurs ne veulent pas partir de leur foyer, parce qu'alors la Circulaire Fontanet jouerait à plein. Le premier métro partant entre 5 h30 et 5 h45, ils arriveraient en retard à leur lieu de travail (Lang, Lebaudy, Simca, Citroen, etc...).

Dénonçons toutes les manœuvres de la bourgeoisie qui tente, après les mobilisations des travailleurs immigrés et français pour la carte de travail, de recourir aux expulsions par d'autres moyens (logement, retard au travail...). Corr. 19ème.

# HALTE AU DEVELOPPEMENT DES CRIMES RACISTES

Les brimades racistes, les tracasseries policières, n'ont jamais cessé pour les travailleurs immigrés. Mais, depuis quelques temps, les attentats et exections

racistes se multiplient. Une nouvelle campagne raciste se développe.

O A Paris, dans le métro, Hacène NAJAR est arrêté et frappé pour avoir collé, le 15 mai, des affiches pour la Palestine. Le juge fui a refusé la liberté

A Paris, des travailleurs immigrés en lutte pour la carte de travail des l'embauche et des logements décents, occupent un immeuble en construction. Ils sont embarqués par les ffics, enfermés dans le sous-sol du commissariat

A Marseille, les ouvriers immigrés de l'usine BLINDEX étalent en grève. Le 6 mai, le patron monte, avec un commando de nervis, une attaque du piquet de grève. Cinq ouvriers sont blesses, les flics se contentent de regarder. Par contra, le 7 mai, les flies interviennent pour embarque. Jeux ouvriers qui sont

O A Gennevilliers, les flics casqués et matraque à la main, investissent un foyer SONACOTRA où se tenait un meeting de soutien aux travailleurs du

O A Aix en Provence, les travailleurs turcs, en lutte, de l'entreprise DURANCE-CONCASSAGE) décident d'occuper l'ANPE de Marseille. Les

le greffier du tribunal.

injurieuses envers les travailleurs immigrés.

foyer en lutte contre la hausse des loyers.

flics interviennent et chargent : plusieurs blessés.

O A Dôle, un ouvrier marocain est arrêté et passé à tabac pour avoir bousculé.

A l'Isle-sur-Sorgue, les racistes recouvrent les murs d'inscriptions

# dôle

Vendredi 31 mai, vers 19h, un LA PORTE D'AIX travailleur marocain s'est bousculé avec un Français, greffier au tribunal d'instance. Ils se sont battus. Il est rentré chez lui et le Français a téléphoné à la police. Les policiers ont forcé sa porte alors qu'il changeait de vêtements, ils lui ont passé les menottes en le tabassant et voulaient l'embarquer déshabillé. Lui, il criait en se débattant : «Je ne suis pas un assassin, laissez-moi m'habiller et je peux aller avec vous». Un policier pied-noir raciste l'a insulté en arabe : «Si tu étais un homme, tu resterais dans ton pays !». Alors que c'est le colonialisme français qui pille les richesses du Maroc et qui déporte des milliers de travailleurs marocains en France, Finalement, il lui ont permis de s'habiller. Ils ont continué de le tabasser dans la voiture de police, où ils l'avaient coincé sous leurs pieds devant la banquette arrière, par terre. Ils l'ont encore tabassé au commissariat. Il était couvert de sang, et blessé, notamment, aux poignets avec les menottes. Le CACF organise la riposte avec les

travailleurs et les anti-racistes de la Corr. Dôle.

INTERVENTION A MARSEILLE DANS LE QUARTIER DE

V



# isle s/sorgue

Après une fête locale, le dimanche 2 juin à l'Isle-sur-Sorgue, à laquelle de la population active de la assistait de nombreux immigrés commune. cantonnés à l'Isle-sur-Orgue, et pour qui, c'est un moyen de se retrouver et de se distraire, les murs et les rues de la travailleurs entre 50 et 60 ans. Menace ville ont été couverts d'inscriptions de fermeture totale. racistes à la peinture blanche

«Les bics dehors et vite !», «Tuez tous les bics !... » etc...

Avec le C.I.P. nous avons immédiatement organisé la riposte en répondant par des inscriptions anti-racistes:

«Racistes, assassins, halte au racisme !»

«Face au racisme, soyons vigilants». Même des camarades qui ne sont pas membres du CIP se sont mobilisés pour les inscriptions, et, nous pensons élargir la riposte aux travailleurs que nous contactons au porte à porte.

Nous avons discuté avec des travailleurs immigrés qui sentent bien de chômage. la nécessité de s'unir, et, nous avons contacté de jeunes immigrés du lycée

A bas la nouvelle campagne raciste. Soyons vigilants.

Corr. CIP «l'Isle-sur-Sorgue». le 1er Août 73).

# HALTE **AUX** Samedi, à Paris, de Stalingrad à la Place des Fêtes, 1500 personnes ont manifesté à l'appel de plusieurs **MENTS**

CHAUSSURES

Tachon (Bordeaux): licenciement collectif de 180 personnes sur 465

Donval (Rosporden-Bretagne): 67 licenciements.

Chaussures de la Côte d'Argent (fermeture de l'usine).

Société Pyrénéenne de Chaussures

MAROQUINERIE de St Junien :

110 licenciements \* TANNERIES FRANÇAISES Annonay): plusieurs centaines de

TEXTILE :

Vêtements Bayard: 1000 licenciements dont 650 chez Guichard et Coste (Villeurbanne), 350 chez Forelly (St-Chamond)

Le Toro (Nîmes et Sommières) dépôt de bilan le 30 mai : 280 ouvriers et ouvrières sans travail.

F. Bourguet (La Bastide-Rouairoux-Tarn): menace de fermeture touchant 260 personnes, soit le tiers

Blin & Blin (Elbeuf): annonce de 60 licenciement touchant des

- Société Canet (Le Guerche de Bretange) : 24 licenciements.

Maniglier (Lille): 46 licenciements dans une usine où 210 emplois ont déjà été supprimés. INOSAF: entreprise en règlement

judiciaire ; menace de licenciement pour 600 travailleurs répartis en 5 entreprises et 4 départements (Jura, Loir & Cher, Yonne, Loiret). BATIMENT

Milde - Massot - Didier (équipement électrique pour le bâtiment) : 27 mai : dépôt de bilan et mise en liquidation judiciaire ; 850 salariés dispersés dans une dizaine d'établissements menacés

C.F.E.: 1500 licenciements sur 2100 salariés d'ici fin 74. METALLURGIE:

Titan- Coder (Marseille): 78 licenciements (200 licenciements déjà

H.K. Porter (Marpent près de Maubeuge): 500 licenciements d'ici fin juin (soit la moitié du personnel). DIVERS.

Chotel (Paris): fermeture fin juillet; plus d'une centaine de travailleurs menacés de licenciement. Société de Cartonnerie Mécanique

Gravelines): dépôt de bilan, 500 travailleurs menacés de chômage. Gringoire (Mantes la Ville): 250

personnes menacées de chômage par la fermeture de l'usine. Bendix (Drancy): 50 postes

supprimés de juin à juillet, 56 au retour des vacances. Signalisation du Sud-Ouest (Bordeaux): dépôt de bilan: 170

salariés menacés de chômage. Faves (Antibes): licenciement des 130 ouvriers (entreprise

d'horitculture). Zénith- aviation (Roche-la-Molière, Loire): 20 licenciements sur 270

# abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pli fermé 120 F pour l'étranger : écrire au journal qui fournira le tarif.

# DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Prénom. Adresse Profession.

envoyer à F.R. BP 464 75065 Paris Cedex 02

# éditorial

Front Rouge est déjà intervenu depuis plusieurs semaines, sur le problème des contrats de travail à durée limitée. Leur multiplication aujourd'hui, leur extension à des catégories de plus en plus larges de travailleurs, apparait clairement comme un plan préparé et muri à l'avance par la bourgeoisie, comme un des éléments du dispositif qu'elle a mis en place pour tenter de faire payer la crise aux travailleurs.

### les contrats, une forme d'organisation du chômage

Ces contrats de travail à durée limitée,

c'est d'abord une véritable forme d'organisation du chômage. L'exemple de Simca-Chrysler est le plus clair de tous: 6000 travailleurs sous contrats à durée limitée ou intérimaires embauchés chez Simca, ont vu ces six QUE Drepare derniers mois leur emploi supprimé. A la différence de «licenciements collectifs des ouvriers titulaires», aucun délai, aucun obstacle «légal» aucun engagement n'est pris par le patron de fournir du travail à l'expiration du contrat et même s'il y a patron, l'ouvrier n'a aucun recours ni licencier impunément, contingent par syndicales dans les statistiques du chômage et des licenciements se mille chômeurs annoncés en 75 !).

### les contrats, une arme de division

Ces contrats de travail à durée limitée c'est ensuite une véritable arme de division dirigée contre le prolétariat. La lutte contre la circulaire Fontanet a privé de contrat de travail, était une jamais été remise en cause. Il faut faire

lutte unie des travailleurs français-immigrés : les travailleurs de Moulinex par exemple en avaient fait l'expérience il y a quelques mois. Aujourd'hui, le système de contrats s'étend bien au-delà des travailleurs immigrés, à d'autres catégories de travailleurs : c'est ainsi, par exemple, que de plus en plus souvent, les jeunes femmes ne trouvent du travail que sous contrat de un, deux, ou trois mois renouvelables à expiration. En ne titularisant pas ces travailleuses, les patrons font peser sur elles les menaces du non-renouvellement du contrat si elles s'associent à des grèves menées dans l'entreprise; ces patrons se permettent de plus de sous payer des ouvrières, ne leur payant pas de primes d'ancienneté. Ainsi, dans une même entreprise, il peut travailler côte à côte deux ouvrières ayant la même ancienneté, mais dont l'une aura été débauchée tous les trois mois et réembauchée le lendemain perdant ainsi tout bénéfice d'ancienneté.

# la bourgeoisie

n'est dressé devant le patron qui veut Ce développement du système des licencier des ouvriers sous contrat : contrats appelle une riposte massive et rapide des travailleurs. Avec l'arrivée sur le marché du travail de plus de 600,000 jeunes d'ici septembre, la rupture unilatérale du contrat par le bourgeoisie entend prévenir les mouvements pour l'emploi. La période indemnité. C'est ainsi que Simca a pu d'été avec les congés, est particulièrement propice pour les contingent ces 6000 travailleurs mauvais coups de la bourgeoisie. Il est depuis la fin de 73. Et à côté de cet à prévoir qu'elle a envisagé l'expulsion exemple connu, combien de de nombreux travailleurs immigrés à travailleurs dans d'autres entreprises cette occasion. On constate déjà une voient leur contrat arriver à terme sans certaine augmentation des agressions être renouvelé, ou simplement rompu: racistes dans la dernière période, un la bourgeoisie et les confédérations certain développement du climat raciste (voir nos correspondances); on sait que ce climat raciste ne tombe pas carde bien de les recenser. On le voit, ce du ciel : il est entretenu et amplifié système des contrats à durée limitée volontairement par la bourgeoisie pour est un moyen supplémentaire et diviser les travailleurs et justifier ses hypocrite pour imposer aux mesures contre les immigrés. La travailleurs le développement du prochaine hausse des produits chômage prévu (un million deux cent pétroliers, que le gouvernement prépare, va certainement être mise sur le dos des peuples arabes, et contribuera ainsi à attiser ce climat raciste. Et la nomination de Postel-Vinay (celui-là même qui a négocié le refus de la régularisation de tous les travailleurs pakistanais et mauriciens) au poste nouvellement créé de secrétariat à l'immigration n'annonce pas, quoiqu'en dise Giscard, une amélioration du sort des travailleurs montré comment cette circulaire, en immigrés : derrière tous ces discours suspendant l'expulsion au dessus de la démagogiques se cache le maintien de tête de chaque travailleur immigré la circulaire Fontanet qui elle, n'a arme anti-grève rendant très difficile la face à toute nouvelle tentative

# NON AUX CONTRATS A DUREE LIMITEE

d'expulsion, y compris sous la forme du non-renouvellement des contrats des travailleurs qui partent en congé dans leur pays.

### engageons une campagne pour la suppression des contrats à durée limitée

Le Parti Communiste Révolutionnaire (m-l) appelle les travailleurs français et immigrés à se mobiliser activement pour mettre en échec ces plans de la bourgeoisie. Il engage à cet effet dès aujourd'hui, une large campagne pour porter largement à la connaissance de tous les travailleurs, les menaces que font peser les contrats de travail à durée limitée sur toute la classe

Pendant cette campagne, notre Parti appelle les travailleurs victimes d'un non-renouvellement de contrat ou d'une rupture pure et simple du contrat à s'adresser à lui : contactez-nous à nos permanences locales, contactez nos militants, écrivez à Front Rouge pour nous signaler votre cas ou celui de camarades dont vous auriez eu connaissance, travailleurs immigrés, travailleurs français, jeunes, femmes travailleuses, vous tous qui êtes victimes de ce système odieux des contrats, prenez contact avec le P.C.R. (m-l). Notre Parti va multiplier, dans les semaines qui suivent, les réunions publiques sur cette question des contrats dans les foyers, sur les marchés, aux portes des usines: travailleurs, participez activement à ces réunions, venez faire connaître vos problèmes de contrats et préparer dans de telles réunions l'action future. Travailleurs qui n'êtes pas victimes aujourd'hui du système de contrats, associez-vous à ces réunions et à ces luttes : l'enjeu concerne toute la classe

Notre Parti appelle les travailleurs à engager la lutte sur cette question des contrats à durée limitée dans les syndicats. Certes, les Maire et les Séguy n'ont pas jugé bon d'inscrire ce point dans la plate-forme revendicative qu'ils ont élaborée après les élections. nouvelle preuve qu'ils n'entendent pas engager la lutte sur cette question, conformément au contenu du programme électoral Mitterrand, du Programme Commun. C'est donc à vous de vous battre dans vos syndicats pour faire inscrire ce point dans les

cahiers de revendications, c'est donc à vous de soutenir les syndicalistes révolutionnaires qui mettront ce point à l'ordre du jour dans la lutte. Il faut exiger que les syndicats lancent un appel au recensement des travailleurs sous contrats, pour être en mesure d'obtenir la titularisation immédiate de ces travailleurs. Le patronat organise avec soin le secret sur cette question des contrats, ce qui lui permet, le moment venu, d'organiser «en silence» un par un les licenciements, sans que tous les ouvriers voient la manœuvre : le syndicat doit faire voler en éclat ce secret patronal. Particulièrement les commissions syndicales immigrés doivent appeler les travailleurs étrangers à faire connaître la date d'expiration du contrat, doivent savoir quand arrive un nouveau contingent de travailleurs immigrés (souvent recrutés directement dans leur pays d'origine), par quel type de contrats le patronat tente de les enchaîner. C'est lorsque les travailleurs feront connaître leur situation, c'est en portant de tels faits à la connaissance de toute l'usine que pourra se développer la solidarité de combat entre les travailleurs sous contrats et les autres, solidarité. capable de mettre en échec les mesures de licenciements du patron.

Déjà, de nombreuses luttes sur cette question des contrats ont été engagées: soit directement dans les usines pour obtenir la prolongation des contrats, soit par des travailleurs immigrés sans travail qui exigent un emploi et une carte de travail. Notre Parti appelle au développement de ces luttes qu'il aidera à organiser. Il les soutiendra et les fera largement

Notre Parti appelle les travailleurs à la

vigilance par rapport aux expulsions de travailleurs immigrés. En 73, les luttes importantes engagées contre la circulaire Fontanet avaient contraint la bourgeoisie à renoncer à des expulsions massives. Aujourd'hui, elle va tenter de mettre à profit l'été pour expulser bon nombre de travailleurs immigrés privés de contrats de travail, et ainsi décrétés «irréguliers» grâce à la circulaire Fontanet: les travailleurs français doivent s'unir avec les travailleurs immigrés pour s'opposer à ces mesures. Tout succès remporté par la bourgeoisie dans l'expulsion des travailleurs immigrés sans contrat de travail, affaiblit la lutte contre les contrats, renforce l'arbitraire patronal sur la partie immigrée du prolétariat, renforce la division du prolétariat, renforce la difficulté de faire grève.

Notre Parti appelle les travailleurs à renforcer les Comités pour l'Abrogation de la Circulaire Fontanet. Notre Parti appelle les travailleurs à la vigilance par rapport à la recrudescence des attentats racistes et du climat chauvin entretenu par les officines gouvernementales. Un tel climat, renforcé aujourd'hui, n'est pas le fait du hasard, il faut le dénoncer comme visant à faciliter l'expulsion cet été de travailleurs immigrés présentés comme responsables du chômage, de la hausse des prix («à cause du pétrole»). Toute la classe ouvrière, français et immigrés, doit s'opposer à ces idées chauvines qui n'ont qu'un but : diviser la classe ouvrière, faciliter la tâche des exploiteurs. Notre Parti appelle les travailleurs à riposter massivement à toute agression raciste contre un travailleur et à exiger aussitôt le châtiment des coupables.

## multiplions les actions contre les contrats à durée limitée !

- titularisation immédiate des intérimaires et des travailleurs sous contrat!
- contrats à durée limitée = contrats de chômage !
- abrogation de la circulaire fontanet!

# les licenciements sont maintenus

Simca-Chrysler, après avoir d'abord ajourné d'une semaine son projet de licencier 684 travailleurs, a annoncé finalement qu'elle «revenait sur sa décision». Les 684 travailleurs concernés seront «reclassés» et l'opération se fera sous le contrôle de l'administration. Leur départ sera «volontaire» et subordonné à leur accord «formel», ils auront des indemnités normales de licenciement. Les travailleurs âgés de 60 ans pourront partir avec les mêmes avantages que ceux de 62 ans

Les ouvriers de SIMCA deviennent-ils par ces mesures à l'abri du cômage ? Pas du tout :

1) Ils sont licenciés purement et simplement. Les déclarations de départ «volontaire», d'accord «formel», sont de la pure démagogie quand on sait (voir FR No 117) comment la CFT aide la direction en faisant pression pour faire déguerpir un ouvrier «indésirable» et même provoquer des fautes professionnelles (ce qui d'ailleurs dispenserait la direction de donner les indemnités «normales» de licenciement qu'elle promet généreusement).

2) Ils sont licenciés avec promesse de reclassement. Or, le reclassement pour des ouvriers licenciés, cela signifie déqualification, perte de salaire, obligation souvent de partir à des kilomètres. De plus, il s'agit pour l'instant de promesses. On ne sait rien sur la façon dont cela se fera. On sait par contre, comment SIMCA a «reclassé» des dizaines de travailleurs immigrés (parmi les 6000 ouvriers vidés depuis décembre 72) en les mettant, en cours de contrat, à la SNCF ou dans le bâtiment.

Bien sûr, la CFT a immédiatement pavoisé : «la CFT vient de remporter une très grande victoire sur le plan syndical. Nous avons fait reculer la direction et contraint les pouvoirs publics à reconsidérer le problème des licenciements collectifs» a proclamé le fasciste Simakis. C'est là le second volet de l'opération : faire semblant de supprimer un plan de licenciement pour en faire rejaillir l'éclat sur la CFT. Cela a permis à Simakis de parler à la télévision en chef syndical combatif qui fait reculer un trust international. En prenant une audience nationale, pourquoi ne pas avoir droit à une reconnaissance officielle ? Voilà des atouts pour les éléments de la bourgeoisie qui veulent faire reconnaître la



# 72 MORTS EN 12 ANS A USINOR interview d'un camarade du P.C.R.(ml) d'usinor lous roite de lit, la sanction n'à pas trainé. C'est seulement quelques heures après qu'il ait mis en cause, publiquement, à

72 morts en 12 ans à Usinor dont 54 sur les chantiers. la radio lundi, le porte parole d'Usinor essayait de se décharger de l sponsabilité des 54 morts sur les chantiers qui tombaient sous sponsabilité des entreprises extérieures.. Belle hypocrisie quand on sait : que certaines entreprises de construction sont des filiales d'actionnaire Isinor : par exemple Delattre Levivier dépend du groupe Scheinder qui a les intérêts dans Usinor... et donc qu'aller plus vite, c'est de l'économie sur la omme à débourser pour la construction, et que même si le contrat es ntageux, aller plus vite c'est augmenter le taux de profits de la filiale. Il que pour les autres, Usinor fait jouer la loi de la concurrence afin de faire gés de baisser leur prix pour arracher le marché et qu'après, il faut se ttraper en augmentant le rythme de construction. Ainsi les boîtes d ontage sont payées à la tonne de charpente montée, et il y a des primes s'il onter le plus de ferraille possibl<mark>e au détriment de la sécurité... Ainsi, a</mark> ochez-Levage, en 1973 (l'entreprise qui a eu le plus de morts), pour monte les pannes de bardage à l'agglo 3, les monteurs mettaient 2 boulons au lieu de (à chaque bout), à peine vissés à la main, montaient sur cette panne (petit utrelle sur laquelle sont fixées les toles qui recouvrent les côtés de nents) à moitie fixée, pour monter celle du dessus ; et ce, du bas jusqu'il O mètres sans avoir le temps d'accrocher leur ceinture... Les cyoltigeurs xent un ou 2 boulons, les autres passent darrière pour faire le rempl llus d'un ouvrier est mort, à cause de ce système, sur le chantier d'Usino.

F.R. Peux-tu expliquer les conditions ne serait pas surprenant car le haut

ne sorte pas par la tuyère démontée, il faut qu'un ouvrier gratte les parois du Ce qui s'est passé c'est que le bouchon d'argile a laché, le cocke en fusion est tombé sur Jean-Claude Delalleau, (27 autres ouvriers qui étaient autour de lui, blessant gravement le chef d'équipe qui est à l'hôpital. F.R. Quelles sont les causes de

d'explication officielle, l'accident serait dû : soit à des fuites de l'eau de

fourneau a été monté en quatrième Il s'agissait de remplacer un tuyau vitesse, soit à un criblage trop fin du défectueux du haut fourneau 4, un des coke... Enfin, comme d'habitude, on transformation des conditions de plus gros du monde, mis à feu en ne sait pas... En fait la cause véritable, 1973, la technique est de boucher le c'est Usinor qui n'hésite pas à investir trou, laissé par la tuyère défectueuse des milliards pour automatiser le haut enlevée, par un bouchon d'argile fourneau à coup de calculateurs pour travail pour faire constater qu'il n'y réfractaire afin que le coke en fusion la production, mais lésine sur ce qui avait pas de sécurité et qu'ils ne peut alléger le travail de l'ouvrier, car pouvaient donc reprendre le travail, le changement du tuyère peut se faire tant que les équipes ne seraient pas trou avant de mettre la tuyère neuve. au moyen de machines : le jumbo je complétées par 2 ouvriers en plus ; crois... qui sont en service dans tant que la machine à changer les d'autres usines du trust. Pour le P.D.G. tuyères ne serait pas là... d'Usinor, qu'est ce que la vie d'un Les ouvriers des hauts fourneaux 1, 2, direction de faire tourner l'usine avec ne fonctionnait plus... le moins d'effectif possible. En 1972, De dimanche à jeudi, il y a eu du on produisait 4 millions de tonnes par flottement, dans les syndicats, la CGT Pour l'instant, il n'y a pas an à 8.000, aujourd'hui, il faudrait avait pris position pour un débrayage produire 8 millions de tonnes à des 4 postes le jeudi, à la CFDT 10.000... A Usinor, depuis 1962, c'est certains se disaient opposés à «la refroidissement du haut fourneau qui, le 72ème mort, (6 morts par an, en grévette de protestation habituelle», entrant en contact avec le coke en comptant les 5 gars d'entreprises qui adoptant une attitude passive lors de fusion a un pouvoir détonnant, ce qui ont laissé leur vie chaque année pour la ce débrayage. C'était vraiement

accidents à Usinor n'a fait syndicalistes révolutionnaires CFDT grève de 8 ouvriers. qu'augmenter alors qu'avec la mise en s'opposèrent à cette conception et route du haut fourneau, de l'aciérie participèrent avec d'autres F.R. Comment ont réagi les ouvriers 2... et de nouvelles machines dans les syndicalistes de la CGT au piquet à la au lock-out ? production, d'une part les cadences qu'une petite poignée de militants des ont considérablement augmenté et les syndicats ayant à cœur la riposte à accidents se sont multipliés... (il y a l'accident... La suite leur donna raison quelques mois un scarfing a failli car les gars arrivant en bus exploser parce qu'il n'y avait pas de renforcèrent le piquet et c'est toute vannes de sécurité, Front Rouge en l'usine qui débraya à 80%, 50%, 80% avait d'ailleurs parlé; à la coulée et 80%. Contre l'intensification du continue il y a de plus en plus de travail et les compressions d'effectifs, blessés) et d'autre part, beaucoup la direction a promis 2 gars en plus par risque d'accidents augmente encore, c'est le cercle vicieux quoi.

F.R. Face à cet accident comment ont réagi les ouvriers du haut fourneau? qu'ils n'allaient pas travailler en danger pour rien, sans exiger une prime de risque. Ils ont demandé 400 F d'augmentation. Mais bientôt la lutte s'est orientée pour exiger la travail, suite à un tract O.S.R. et un tract CFDT, les ouvriers ont fait venir... un huissier et un inspecteur du

ans, deux enfants) l'a carbonisé et il a ouvrier ? ... D'autre part, c'est général 3, se sont joints au mouvement sur les été projeté hors du trou, brûlant les 5 à Usinor, ce qui explique l'ampleur du mêmes revendications, les 400 F soutien que les fondeurs ont reçu. d'augmentation étant maintenus si C'est la politique systématique de la bien que jeudi, aucun haut-fourneau

Le taux de fréquence et de gravité des lutter pour la sécurité. Les lockouté l'aciérie à l'occasion d'une

direction, car si elle lock-out si

et que la tactique est de tout briser

accidents, contre les compressions

prêt à subordonner l'ensemble des

luttes, qu'elles qu'en soient les

conséquences pour les travailleurs, à la

conquête des 0,8% de voix qui leur

Depuis vendredi 6 juin, les travailleurs des usines Amora (Dijon et Chevigny),

en tout 500 personnes, sont en grève.

d'accorder une prime de 250 F pour

les vacances que les ouvrières des.

chaînes ont déclenché la grève, suivies

appuyées par la section CGT. Une

ouvrière nous dit : «Ca ne peut plus |

durer, les cadences sont trop élevées,

et tout augmente... regardez l'huile et

l'essence... Et Giscard veut augmente

les impôts. Il faudra bien que ça

change». La direction, après plusieurs

refus, accepte finalement de donner les i

13ème mois, et promet oralement de

donner un pécule «correspondant aux

250 F» au moment du 13ème mois.

Mais les ouvriers ne se payent pas de

mots. Un grand nombre exige des

assurances écrites. Les autres ne font

pas plus confiance au patron, mais

pensent que : «s'il ne tient pas ses

promesses à ce moment là, on

reprendra la grève». La décision de

reprendre ou non le travail sera prise

lundi matin, mais, quoiqu'il en soit, les

travailleurs sont fermement décidés à

faire tenir ses promesses au patron. Un

déléqué CGT nous explique : «Depuis

que nous avons créé une section CGT

à l'usine (début 73), nous avons

obtenu pas mal de choses, mais

surtout, les ouvriers ne se laissent pas

faire comme avant où il n'y avait que

FO» (seul syndicat dans la boîte

Cette lutte montre bien la combativité

actuelle des travailleurs après l'élection

de Giscard. En accord avec la direction

de la grève, le P.C.R. (m-l) va

populariser la lutte à l'échelon de l

pendant 20 ans).

250 F mais en les prélevant sur le

par l'ensemble du personnel e

C'est suite au refus de la direction

**AMORA** 

manquaient aux élections.

dijon

autres secteurs pour doubler la porte qui ne regroupa au départ Jusqu'ici beaucoup d'ouvriers rentraient chez eux et faisaient des « corvées» comme on dit ici : betteraves, charbon, chicorée, mais cette fois, ici les syndicats ont appelé à rester à l'usine et l'O.S.R. y a poussé aussi, dans de nombreux secteurs, les gars ont refusé le bon de sortie que occupés à bricoler ou à nettoyer afin d'équipes sont incomplètes, il y a équipe et des machines, mais rien n'est de contraindre le patron à payer. En moins d'ouvriers à faire le boulot et le encore là. Les ouvriers des voulant casser le mouvement, Callevard n'a fait que durcir les gars. Actuellement, les délégués font des réunions aux laminoirs pour dire aux lamineurs de faire la même chose en D'abord tous les postes du Aussitôt, la direction a réagi par une épuisés... La direction a répliqué en haut-fourneau ont débrayé et ont dit nouvelle provocation, par le lock-out baissant la paye des délégués, des 2 aciéries soit 2.000 ouvriers, les contrôlant de très près leurs heures de laminoirs tournant sur leurs stocks. délégation. Pour nous, on pousse les Car à Usinor, c'est la tactique, ou secteurs à profiter de l'occasion pour accepter une augmentation de 0,10 ou poser leurs revendications et si ça dure, 0,20 F de l'heure au plus, ou le ça va tourner en grève générale. Ce qui



ses camarades de travail à l'enterrement de J.C. Delalleau

# oyonnax

hauts-fourneaux qui n'ont aucune

confiance dans les promesses d'Usinor,

ont refusé de reprendre le travail, tant

qu'ils n'auraient pas obtenu ce qu'ils

Après 8 jours de grève, les travailleurs chantier. La reconnaissance du droit division du patron (obligation pour des chantiers SOBECA de Villefranche syndical est un précieux outil pour certains de faire les travaux les plus ont repris le travail. Ils ont obtenu la cela. reconnaissance du droit syndical, 25 La solidarité des travailleurs du bon et ont obtenu la réduction des centimes de l'heure d'augmentation, une prime de 25% pour les travaux Gevrey-Chambertin (près de Dijon), est venu apporter son soutien. Les pénibles. Ils n'ont pas obtenu gain de montre que la lutte peut continuer. travailleurs ont pris la presse cause sur toutes leurs revendications : Ceux-ci ont fait grève pour exiger la communiste avec enthousiasme. Des la réintégration d'Akharfi (voir F.R. Nº réintégration de leur camarade de explications ont été données sur la 118) et les 200 F d'augmentation Villefranche. Ils ont également posé tactique de la bourgeoisie et sur ce que uniforme. La lutte ne s'est pas leurs revendications, Commes tous les propose les communistes : elles ont terminée avec la reprise du travail, travailleurs de la SOBECA, ils sont en rencontré un vif intérêt. Les

villefranche s/saône

SOBECA

chantier SOBECA de lovers de 150 à 120 F. Le PCR (ml) mais elle doit se poursuivre. Pour s'y effet logés dans des bungalows à raison travailleurs vont élire des délégués préparer, les syndicalistes de 4 travailleurs pour 8m2... et ceci pour les représenter. Comme à révolutionnaires vont renforcer pour 150 F chacun par mois. Malgré Villefranche, ils ont repris le travail, l'organisation des travailleurs sur le les tentatives d'intimidation, et de mais la lutte continue.

pénibles), les travailleurs ont su tenir

A SOBECA, GAMBIN, membre du PS, Gambin: «cette grève parait s'être l'intérêt du personnel». Non monsieu ncien candidat député, a choisi son déclanchée brutalement, sans Gambin-flic, le règlement militaire de camp (comme Mitterrand). Il est négociation préalable (c'est faux, c'est foyer, c'est dans l'intérêt du patron firecteur du Service Contentieux. Il a le patron qui a refusé la discussion) : c'est pour avoir en permanence, sous la participé aux négociations pendant la cette grève me paraît anormales (sic), main, une main-d'œuvre docile. prève. Son attitude, au cours d'une - Sur les revendications de salaire : Mais le comble de l'hypocrisie, c'es union préparatoire, est significative : «les taux horaires sont pratiquement lorsque Gambin se montre d'accom

Tout d'abord, il a refusé la présence étudiés en permanence à SOBECA>, avec les travailleurs, lorsqu'il du travailleur licencié Akharfi, En effet, certains contrats signés par réclament la suppression des contrats, prétextant qu'il n'appartenait plus à les travailleurs à 5,80 F de l'heure sont la carte de travail pour tous. Mais entreprise (Akharfi a été licencié revus ansuite par le patron qui a inscrit dit-il, ell n'est pas possible d'apporte parce qu'il s'est fait le porte-parole des 5,30 F... D'autre part, la majorité des des améliorations dans le cadre de l revendications des travailleurs). On gens sont payés au SMIG et les vols sur législation en vigueurs. Comme si, avec voit ce que valent les promesses de les salaires sont monnaie courante. Mixterrand président, la législation Mitterrand pour la garantie de . Aux travailleurs qui réclament la pouvait être différente, puisque d

ravailleurs, voici ce qu'en dit impose une cartaine discipline dans selon les besoins des capitalistes.

l'emploi, lorsque les membres de liberté de visite dans le foyer, (les Mitterrand est d'accord avec la 'Union de la Gauche passent aux visites ne sont autorisées qu'entre 19 politique de contrôle de l'immigration heures et 22 heures), voici ce que avec la politique qui visu à faire venir Quant au droit de grève des répond Gambin «la vie en collectivité ou à chasser les travailleurs immigrés

portugais et espagnols.

Ils ont décidé, lundi soir, d'arrêter le faits significatifs : le camarade de la travail s'ils n'avaient pas les 0,30 F CFDT propose de rentrer au réfectoire d'augmentation de l'heure et la prime pour discuter sous la forme d'A.G. et de nuit à 30 F au lieu de 19 F. Après 4 surtout pour occuper une position jours de grève, à laquelle s'étaient stratégique : le permanent CGT s'y jointes les femmes du montage et une oppose, sous prétexte que si le patron partie de l'équipe de jour, il a été veut négocier, cela risque de le obtenu 0,10 F en juin, juillet et «braquer», et que dehors, il fait septembre, 25 F de prime de nuit de meilleur... Au moment où les suite, plus 3 F en septembre et 2 F en négociations en étaient à 0,10 F tous novembre. A la fin de ce mois, l'équipe les mois, certains ouvriers voulaient de nuit aura obtenu 120 F de primes, 0,20 F en juin et 0,10 F en juillet. plus 22,50 F, soit 142,50F. L'équipe Intervention du permanent de la CGT: des femmes, qui était passée de 10 «Je représente une grande centrale heures à 9 heures sans compensation, ouvrière, il faut savoir, je ne suis aura la compensation en plus de pas un guignol...». l'augmentation générale pour tout le La nouvelle section CFDT, qui

mieux se comprendre, disent-ils.

20 cartes, et ça continue...) a déjà fait C'est au chant des « mia mia », chanson '2 réunions avec les travailleurs et fait populaire espagnole qui racontre le bilan. Une de ses tâches sera de l'histoire d'un troupeau de vaches qui renforcer l'unité entre travailleurs s'échappe, poursuivi par un garde civil, français et immigrés, qui n'a pas été que les jaunes ont quitté l'usine au totale lors de cette grève. Certains moment des négociations. C'est nous avaient demandé la différence seulement après le 2ème jour de grève entre la CFDT et la CGT à Oyonnax : que les travailleurs ont cherché à après une longue discussion, ils ont joindre un syndicat, et c'est la CFDT compris la différence qu'il y avait qu'ils ont choisi, en sachant que la entre les syndicalistes révolutionnaires, CGT était au Comité d'Entreprise de ceux qui soutiennent les luttes, et les l'usine d'Oyonnax, et que le secrétaire réformistes dans les 2 syndicats. et le patron s'envoient des «tu» grands Beaucoup de camarades à la CGT comme la jambe. Cela permet de demandent de plus en plus des

camarade de l'OSR qui représentait la dans la région. CFDT a du déjouer la manœuvre des

Un mouvement de grève spontané a eu dirigeants de la CGT. Il était clair, dès lieu dans une usine proche le début des négociations, que le d'OYONNAX (Izernore), menée par représentant de la CGT ne pensait qu'à l'équipe de nuit, à 100% immigrés une chose : que ça se termine vite et au mieux de ses intérêts . Citons quelques

maintenant va être majoritaire (déjà comptes à leurs dirigeants. Les luttes Au cours de la négociation, le vont prendre un essor encore jamais vu

# I"REFORME" DANS LE GOUVERNEMENT: UN PORTEFEUILLE SANS MINISTRE!

Nancy, les essais nucléaires prévus en Polynésie que Giscard l'a remercié. «L'agitateur d'idées» facilement, c'est qu'elle a un nécessaire pour un gouvernement «nouveau», programme de production à respecter comme disait le ministre Poniatowski, n'a pas eu le temps d'en agiter beaucoup. Sa première conférence de presse qui lui a couté son poste de ministre de «la réforme», était aussi la dernière F.R. Quelle conclusion peux-tu tirer? d'un ministère de huit jours. Péripétie somme Deux choses, d'abord c'est la première toute assez conforme au personnage. Pour Giscard fois qu'à Usinor il y a une lutte aussi et son premier ministre qui se félicitait à unie entre les secteurs, contre les l'assemblée de la «cohérence» de ce gouvernement anouveaux, il leur faut redoubler d'efforts pour d'effectifs, les équipes incomplètes, ça convaincre que leur politique d'aouverture» et de montre qu'à Usinor ont n'est pas prêts «changement» est plus que l'offre de certain à accepter de payer la crise, au portefeuille ministériel à quelque guignol. La contraire. La revendication décision rapide de Giscard a sans doute pu d'embauche de la 5ème équipe qui satisfaire le secrétaire général de l'UDR. règle en même temps les feux continus Sanguinetti, déclarant dimanche que Servan est plus que jamais nécessaire, si Schreiber n'avait «qu'une seule chose à faire : se ailleurs ils débauchent, ici il y a besoin retirer du gouvernement». Cela signifie-t-il de monde, et nous, on poussera dans qu'aujourd'hui, après l'élimination d'une bavure, la ce sens avec en plus, l'arrêt immédiat majorité présidentielle serait unie sur les choix à

quand les équipes ne sont pas l'faire pour l'impérialisme français ? complètes, ou quand il n'y a pas de sécurité, à l'exemple des hauts-fourneaux; ce mot d'ordre a des chances d'être repris souvent à Usinor. Il matière de force de frappe sur celles de son ancien Ensuite, le deuxième point c'est que ministre. Lorsque Servan Schreiber réclame non dans la lutte, l'unité des syndicalistes pas simplement, l'arrêt des essais nucléraires révolutionnaires des deux syndicats français dans l'atmosphère (arrêt prévu par le avec de nombreux délégués et les gouvernement), mais, en même temps, l'arrêt du ouvriers a pu être réalisée sur la nécessité de faire transformer les françaises; lorsqu'il déclare «je ne crois pas à conditions de travail, augmentation l'avenir de la défense atomique... les Etats Unis et des effectifs (28 gars doivent être l'URSS continuent de donner le mauvais embauchés) et mise en place du exemple en poursuivant leurs essais souterrains, et jumbo ; c'est ce qui a été dominant en renforçant leur système nucléaire. La France dans les 2 syndicats et ça s'est devra rompre cet enchaînement»; lorsqu'il concrétisé sur le terrain par des préconise une défense européenne dans laquelle se piquets, l'occupation de l'acièrie fondraient les forces françaises, son point de vue contre le lock-out. C'est une bonne est aux antipodes de la position Gaulliste chose pour l'avenir car la lutte n'est traditionnelle de constitution d'une force de pas finie, car si Usinor cède sur le frappe nationale, de refus d'une armée intégrée haut-fourneau, il y aura le problème dans l'Europe ou l'OTAN Ce point de vue est des heures de lock-out, et d'autre part, légalement en contradiction avec celui de la

il y a les manœuvres des déclaration gouvernementale de Chirac. confédérations : Maire qui veut Mais, les déclarations officielles qui accompagnent transformer la CFDT en une succursale l'élimination de Servan Schreiber, montrent aussi du PS afin de prendre plus de poids que la distance entre les positions de Giscard et les par rapport au P«C»F, d'où Séguy est siennes n'est pas infranchissable. Au conseil des

que «ce n'était pas quant au fond du problème, que cette décision, l'élimination de Servan Schreiber, avait été prise, mais quand à sa forme » et Giscard en recevant hier dans son bureau, l'ancien ministre (pour tune discussion très intéressante» selon ce dernier), alors qu'il l'avait démissioné la veille, n'a pas hésité à déclarer: «qu'il lui concervait toute son estime pour le talent,

l'intelligence et l'imagination». Ce ne sont pas tout à fait les mêmes termes que ceux de Sanguinetti qualifiant l'individu « d'éternel irresponsable» et «d'ouvrier de la 23ème heure». Giscard qui aurait eu du mal à ignorer les positions largement connus de Servan Schreiber, n'avait pas hésité à faire appel à lui, cela, malgré l'hostilité profonde des Gaullistes. Pas plus qu'il a hésité à nommer des gens comme Lecanuet à des postes-clefs. Ces gens là eux, restent bien en place, et n'ont nullement l'intention de donner les mêmes prétextes que Servan Schreiber à leur éviction. Ils n'en sont pas moins les défenseurs de positions traditionnelles ouvertement pro-yankee, et ont tiré l'épée des années durant contre la politique Gaulliste et l'UDR.

La critique avec beaucoup de bémols de la position de Servan Chreiber, illustre bien les incertitudes actuelles de l'impérialisme français sur la scène internationale: l'impérialisme français, comme l'a indiqué Giscard d'Estaing durant sa campagne, ne renonce pas au développement d'une force de frappe nationale, ni à une politique d'indépendance à l'égard des deux super-puissances ; en même temps, l'impérialisme français souhaite aujourd'hui un rapprochement avec l'impérialisme US, et parmi ses tenants, l'idée de la construction d'une Europe ayant des liens privilégiés avec les Etats Unis, fait son chemin.

Pourtant, pour conduire l'impérialisme français sur cette voie, Giscard d'Estaing aujourd'hui n'a pas les coudées franches car la majorité parlementaire sur laquelle son gouvernement peut s'appuyer est fragile : pour avoir la majorité, il faut compter sur deux tiers des députés UDR, alors que toute une partie de l'UDR et ses principaux chefs restent résolument hostiles à cette nouvelle orientation. C'est pourquoi, comme nous le disions dans FR No 118, le gouvernement Chirac est «un gouvernement de transition qui n'est pas destiné à durer». Tout gouvernement mis sur pied avant la

constitution d'une solide majorité parlementaire pour Giscard, ne peut être que très fragile. L'élimination de Servan Chreiber, honni par

l'UDR, en est une illustration. La nomination samedi soir de 21 secrétaires d'état dont le choix montre bien la volonté de Giscard d'Estaing d'affaiblir le poids de l'UDR dans la direction de l'Etat, risque fort d'accroître encore la fragilité du

Pour l'UDR c'est la portion congrue : alors qu'elle avait 9 secrétaires d'état sur 13 dans le précédant gouvernement, elle n'en possède plus que 7 sur 21 dans le gouvernement Chirac. Les réformateurs de Lecanuet sont les grands bénéficiaires passant de 0 à 4 secrétaires d'état (s'ajoutant à 3 ministres). De plus, la plupart des 7 UDR choisis ne sont pas du tout un cadeau pour l'UDR: 3 d'entre eux . STIRN, TOMASINI, GRANET, avaient signé l'appel des «43» dirigé contre Chaban Delmas candidat officiel de l'UDR ; Granet et deux autres PONCELET, SEGARD, appartiennent au «comité d'étude pour un nouveau contrat social» présidé par E. Faure, ce même E. Faure qui déclarait, voici quelques mois, malgré les hauts cris de l'UDR, que «la force de frappe c'est inefficace». Rien d'étonnant après ça que Sanguinetti prévienne que l'UDR n'est pas engagée par la présence de ces

hommes au gouvernement. Tout cela augure du fait que même sans autre spécimen JJSS au gouvernement, la politique de tel ou tel ministère comme de l'ensemble du gouvernement peut être l'occasion dans les mois ou les semaines à venir de crises, au sein de la majorité, plus profondes qu'avec Servan Schreiber où la question des positions internationales que doit adopter l'impérialisme français occupera une place importante



# SOUSCRIVEZ

e de zoo i podi		
es ouvrières des_	THE RESIDENCE OF THE PARTY OF T	THE RESERVE OF THE PARTY OF THE
é la grève, suivies	AURAS 50 00	- un employé 7,00
lu personnel et	ORLEANS 20.00	- une lycéenne 10,00
ction CGT. Une		MONTCEAU
Ça ne peut plus	MONTOCALL 50,00	- un couple sympathisant 100,00
ont trop élevées,	MUNICEAU 30,00	un coupie sympathisant 100,00
egardez l'huile et	BOULOGNE-sur-MER 29,00	- un m-l au service militaire . 24,00
d veut augmenter	L. ROUBAIX 50,00	BESANCON 7,00
lra bien que ça	MONTCEAU 7,00	AMIENS 21,50
n, après plusieurs	STRASBOURG 34,50	DUNKERQUE
nent de donner les	GENNEVILLIERS 150,00	- un prof
prélevant sur le	D.M. St-DENIS 100,00	- un prof 50,00
met oralement de	Librairie Populaire	- un vétéran «pour le combat» 50,00 OYONNAX 50,00
du 13ème mois.	(Lvon) 43.50	OYONNAX 50,00
se payent pas de	LYON 620 50	AUXERRE150,00
ombre exige des	AMIENS 25,00	PARIS
es autres ne font	AIX-en-PROVENCE 3,00	- un postier
au patron, mais	DOLIDALY 00.00	«pour FR à 12 pages» 40,00
ne tient pas ses	NUUBAIA	LIEVIN 30,00
moment là, on	NANCY 18,00	POANNE
La décision de	PARIS 18eme	* ROANNE 60,00 P.T. m-l au service militaire
travail sera prise	CAEN 31,50	F0 00
oiqu'il en soit, les	P 30,00	Villeurbanne 50,00
nement décidés à	ROANNE	MONTCEAU
sses au patron. Un	- un lycéen 12,50	- une retraitée espagnole 3,00
xplique : «Depuis	- un ouvrier 20,50	LYON 85,00
une section CGT	- un ouvrier 7,00	MONTCEAU 65,50
73), nous avons	- un surveillant	- une employée de bureau 135,00
de choses, mais	REIMS 17.00	- un aide comptable 50,00
ne se laissent pas	MACON	VILLEFRANCHE-sur-SAONE 27,50
ù il n'y avait que	- un éducateur 100,00	
t dans la boîte	PARIS	
A COMPANY OF THE PARK OF THE P	MACCY 100.00	
ien la combativité	MASSY100,00	
irs après l'élection	MARSEILLE 25,00	
d avec la direction	AMIENS 73,50	1000AIX100,00
P.C.R. (m-l) va	VILLEFRANCHE-sur-SAONE	
à l'échelon de la	- un jeune travailleur 10,00	
THE PARTY NAMED AND POST OF THE PARTY NAMED IN		T
Corr. Dijon 7-6	BELLEVILLE S/S	Total

# le"changement"de Chirac

Pour tenter de faire croire aux masses que Giscard à la barre, c'est l changement, le nouveau gouvernement Chirac a clait du neufs dès son entré en fonction : création de nouveaux ministères, projets de lois présent comme révolutionnaires... Il lance d'abord l'offensive en direction de ounes. La jeunesse est atteinte par la crise idéologique du systèm impérialiste : c'est le phénomène du raz-le-bol, ce sont les manifestation ycéennes chaque printemps. Une bonne partie de cette jeunesse participe au uttes de la classe ouvrière ou aux luttes des lycéens et des élèves des CET Cela constitue pour la bourgeoixie, une force dangereuse pour l'avenir. Plutô que de réprimer trop ouvertement la jeunesse, et de risquer des explosions d'révolte comme en mai 68 ou en 73 contre l'armée du capital, le nouveau hirac qui prétend amettre en œuvre une véritable politique de la jaunesse est le sens du projet de lai sur le droit de vote à 18 ans. Il s'agit de ramene litisation des jeunes dans le cadre du cirque électoral.

ois femmes entrent au gouvernement, l'une d'elles est chargée de enseignement préscoluires. Chirac, a dit lui-même : «Ce problème est l'ur plus important auquel nous avons à faire faces. Il signifie par l impuissance de la bourgeoisie à prendre en compte les problèmes de emmes, non seulement celui des femmes ouvrières exploitées à l'usine encor lus que les hommes, mais aussi ceux que rencontrent toutes les femmes d ole : la journée de travail domestique, l'éducation et la garde des enfant difficulté de trouver un emploi, la contraception et l'avortement... La proination de ces trois femmes au gouvernement, est une bien piêtre mesure pur tromper l'attente des femmes du peuple. n ministère de la qualité de la vie est créé. Toutes les conséqu

gendrées par la vie moderne en système capitaliste aggrave ement le sort des masses ; lieu de travail de plus en plus éloit eu d'habitation, logements où la vie devient de plus en plus difficile, rythme vie effréné... La bourgeoisie est parfaitement consciente de ces faits et de tement qu'ils provoquent. Un nouveau ministre et 3 secrétair Etat, de la qualité de la vie, sont désignés pour soi-disant résoudre ce

ites ces nouvelles mesures, auxquelles on pourrait rajouter le portefeu e la réforme, aujourd'hui sans ministre, ont un trait commun : faire crois ux masses que toute cette série de difficultés réelles qu'elles affrontent dans vie, vont être prises en compte et résolues par le nouveau gouvernemen errière ce qu'il y a de démagogique ou de piêtre réformes, derrière la vain intative pour la bourgeoisie de trouver des thèmes idéologiques capables o condre aux aspirations des jeunes, des femmes, des masses de notre pays rière cela, il s'agit surtout, de voir l'impuissance profonde de la urgeoisie. Le développement du capitalisme secrète pour les masses, un le de problèmes nouveaux qui débordent l'horizon de l'usine, et que le lisme est bien incapable de prendre en compte et de résoudre. C'est au nmunistes de prendre en compte ces questions, d'aider les masses eniser la lutte sur ces points, de montrer comment le socialisme peut le

# LE VOTE DES JEUNES A 18 ANS : en régime capitaliste le suffrage universel est une arme de la bourgeoisie

Après les élections présidentielles, la gauche expliquait que si les jeunes avaient eu le droit de vote à partir de 18 ans, Mitterrand aurait été élu, et tout aurait changé. Or, voilà que le gouvernement Chirac vient d'accorder ce droit. Ceci fera l'affaire du PS et du P«C»F qui vont pouvoir faire patienter leurs électeurs jusqu'au prochain scrutin, en leur faisant reluire la certitude de la victoire, «condition d'un réel changement».

La nouvelle loi arrive donc à point pour rallier ceux qui commençaient à doûter de la victoire de la gauche et de la possibilité d'un changement par la voie électorale. Voilà qui pose avec plus d'acuité encore la question : «Peut-on instaurer le socialisme par la voie électorale? » C'est cette illusion que les communistes doivent détruire.

### en régime bourgeois, le suffrage universel ne permet pas aux masses d'exprimer leurs intérets

Les élections sont présentées par la bourgeoisie comme une institution démocratique permettant aux masses de choisir librement leur sort. Sa propagande, celle de tous les partis y compris ceux de l'Union de la «gauche», ressassent en permanence que les travailleurs ont réellement la possibilité de changer leur sort avec de telles élections. Tous les partis, même l'UDR, qui au gouvernement pendant 15 ans, n'a fait qu'aggraver les conditions de vie des travailleurs se présentent comme les partisans du «changement», pour mieux duper les masses. En présentant les élections comme un instrument de libération, ils en camouflent la véritable nature, celle de moyen d'oppression de la classe

Non, les élections ne permettent pas aux travailleurs d'exprimer leurs véritables aspirations. Jamais encore, le prolétariat n'est parvenu à arracher sa libération par la voie électorale. Dans les conditions de la dictature de la bourgeoisie, la classe ouvrière ne peut pas parvenir lors d'un scrutin électoral, dans sa totalité à la claire conscience de la situation politique et rallier les choix révolutionnaires.

Pourquoi ? Parce que toute la propagande bourgeoise est là pour l'intoxiquer, lui inculquer la conception du monde bourgeoise et la détourner de la voie révolutionnaire. La presse, la radio, la télévision, tout l'appareil scolaire, tous ces instruments dont la bourgeoisie a le monopole de l'utilisation, fonctionnent dans ce but ; la bourgeoisie entretient un bataillon de cures, de journalistes, de políticiens qui se relaient pour débiter des idées réactionnaires et déconsidérer le socialisme. Et ce n'est pas l'apparition de plus en plus fréquente des Mitterrand , Marchais et autres à la télévision, ni les importants moyens dont ils disposent qui contrediront cela. Au contraire, ces hommes et leurs partis tiennent leur place dans le chœur bourgeois. Ils prétendent que la révolution n'est pas possible, que le socialisme n'est pas à l'ordre du jour. Au lieu de réclamer l'expropriation de tous les capitalistes, ils limitent leurs projets de nationalisations à quelques monopoles dont les actionnaires seront grassement indemnisés et laissent subsister les P.M.E. qu'ils encouragent même à se développer. Ils défendent également la hiérarchie capitaliste, un des fondements de l'organisation du travail en régime capitaliste, en réclamant notamment une grille

FAUTE DE PLACE NOUS REPORTONS A LA SEMAINE PROCHAINE LA 2ème PARTIE DE L'ARTICLE «LE DECLIN DE L'U.D.R.» hiérarchique unique de l'OS à l'ingénieur. En tout point, ils fournissent aux propositions traditionnelles des partis bourgeois une réplique également bourgeoise.

Ce n'est pas sur le terrain électoral que la classe ouvrière peut, dans sa totalité, s'affranchir de toutes les idées que lui inculquent les partis bourgeois. Sur ce terrain, elle a devant elle cette multitude de partis qui se disputent ses suffrages, créant de la sorte l'illusion d'un choix entre plusieurs voies différentes, alors que tous défendent par des tromperies différentes les intérêts de la bourgeoisie.

Contre la bourgeoisie qui dispose de ces moyens considérables pour duper la classe ouvrière, les ouvriers les plus conscients doivent s'organiser en Parti, non pour conquérir le parlement, mais pour définir une tactique et une stratégie pour éclairer toute la classe sur la nature des changements à opérer et la guider dans l'accomplissement de la révolution.

Lorsque le parti révolutionnaire présente des candidats, il ne peut de la nécessité de faire la révolution violente pour mettre fin au capitalisme. C'est au cours de ces luttes, qu'ils soutiennent le parti révolutionnaire, qu'ils font la distinction entre les objectifs stratégiques qu'il avance et la démagogie des partis bourgeois, distinction qu'ils ne peuvent faire réellement lors des élections.

### le parlement, un appendice du pouvoir d'Etat

Même si les travailleurs parvenaient à envoyer une majorité acquise au changement révolutionnaire au parlement, ce que la bourgeoisie a tous les moyens de prévenir, ils n'auraient pas pour autant les moyens d'accomplir le changement révolutionnaire. La conquête du parlement n'est pas la conquête du pouvoir.

Le parlement n'est qu'un appendice du

faciste ainsi que le peuple chilien en a fait la sanglante expérience.

Avant même que les révolutionnaires obtiennent la majorité, la bourgeoisie, par de multiples moyens, peut évaluer ' impact des révolutionnaires et intervenir préventivement; et ce ne sont pas les bulletins de vote quelque soit leur nombre, qui pourront arrêter les chars. Donc, en aucun cas, les élections ne peuvent permettre à la classe ouvrière de prendre le pouvoir, et les communistes doivent s'attacher à balayer les illusions électoralistes qui existent encore largement dans la classe ouvrière, la forte participation aux dernières élections en est la preuve. Mais, est-ce en refusant toute participation aux élections? Certainement pas, ce serait laisser le champ libre aux idées réformistes. Au contraire, comme nous l'enseigne Lénine, nous devons participer aux élections pour y développer notre propagande: «Répudier la participation parlementarisme (et aux élections) a ceci de puéril que l'on

### LES MANIPULATIONS DE LA LOI ELECTORALE Le P&C»F se plaint beaucoup (

Le P«C»F se plaint beaucoup de l'injustice de la loi électorale et dénonce les différentes méthodes utilisées par la bourgeoisie pour empêcher la «gauche» de remporter les élections. Mais ce qu'il oublie de dire, c'est comment la bourgeoisie utilise, façonne, modifie cette loi d'un scrutin à l'autre en fonction des buts poursuivis.

La loi électorale sert, en premier lieu, à tenter d'empêcher les vrais révolutionnaires de se présenter aux élections. Pour les présidentielles, il fallait 100 signatures d'élus et une caution de 10.000 F; notre Parti avait réuni ces conditions mais la bourgeoisie, par l'intermédiaire du conseil constitutionnel a utilisé tous les artifices de la juridiction bourgeoise pour éliminer notre camarade André Roustan et l'empêcher d'utiliser les moyens mis à la disposition des candidats : télé, radio.

O En second lieu, le système de scrutin sert à favoriser tel ou tel parti, selon qu'il représente au mieux les intérêts de l'heure de la bourgeoisie. Ainsi, en 51, la loi électorale a permis d'empêcher la progression du parti gaulliste le RPF et des objectifs politiques qu'il défendait, cela grace au système des apparentements. Ce système permettait à deux ou plusieurs listes d'un département qui s'apparentaient de gagner la totalité des sièges si elles obtenaient la majorité absolue.

En 1958, de Gaulle, arrivé à la tête du gouvernement, sans passer par la voie électorale, institua un nouveau système, toujours en vigueur : le scrutin majoritaire qui fit les beaux jours de l'UDR au détriment des autres partis et surtout des «centristes» qui furent les principales victimes de ce système parce que la bourgeoisie jugeait que leur point de vue en politique extérieure n'était pas conforme à ses intérêts du moment. Aux législatives de 73, un député UDR était élu avec 36.000 voix, un député P«C»F avec 68.500 voix, et un député «centriste» avec 74.000

La hourgeoisie utilise également la loi électorale pour retarder la venue au gouvernement de l'Union de la Gauche, qu'elle garde en réserve pour désamorcer le mouvement révolutionnaire des masses lorsqu'il mettra en danger son pouvoir. Elle a tous les moyens pour empêcher la victoire de la «gauche»: découpages électoraux, scrutin, privati jeunes du droit de vote... Ce n'est que l'orsqu'elle le voudra bien, qu'elle le jugera utile pour ses intérêts, qu'elle laissera la «gauche» parvenir au gouvernement, et seulement pour la période qu'elle jugera nécessaire.



ce n'est pas avec un bulletin de vote que les jeunes changeront la société.

espérer rallier qu'une partie des voix de la classe ouvrière et des masses, la partie la plus consciente et les résultats électoraux, quels qu'ils soient, n'ont qu'une seule signification : celle de mesurer le degré de maturité politique

C'est dans les luttes, revendicatives ou politiques, qu'ils mènent et au cours desquelles ils affrontent la répression patronale, l'appareil d'Etat, les tromperies des chefs réformistes, que les travailleurs à l'aide de leur parti, prennent conscience du choix à faire entre voie réformiste et voie révolutionnaire. C'est dans ces luttes qu'ils peuvent saisir la véritable nature de la démocratie bourgeoise, et qu'ils s'emparent des idées révolutionnaires,

pouvoir de la bourgeoisie, ce n'est pas là que se fait la conduite des affaires de l'Etat, mais dans les coulisses, dans les conseils d'administration des monopoles financiers ou les cabinets ministériels. Ni le parlement, ni même le gouvernement, ne sont les organes de pouvoir, les véritables organes de pouvoir, ce sont l'appareil bureaucratique et l'appareil militaire de la bourgeoisie, qui restent en place en défendant les intérêts capitalistes, quelle que soit la majorité parlementaire.. Ces appareils qu'elle a créé, qu'elle entretient, la bourgeoisie peut s'en servir comme elle veut pour renverser une majorité parlementaire : dissolution du parlement, interdiction du Parti Communiste, ou coup d'Etat

s'imagine au moyen de ce procédé simple et prétendûment révolutionnaire résoudre le difficile problème de la lutte contre les influences démocratiques bourgeoises à l'intérieur du mouvement ouvrier, alors qu'en réalité, on ne fait que fuir son ombre, fermer les yeux sur la difficulté, l'éluder avec des mots». (Lénine: «La maladie infantile du Communismen). C'est pourquoi, les communistes participeront aux élections dans la mesure où ils peuvent utiliser les moyens donnés aux candidats (télé, radio...) pour faire connaître plus largement leurs positions, dénoncer l'exploitation capitaliste et la duperie électoraliste. Serge LIVET

# PASSEZ COMMANDE DES TEXTES ISSUS DU CONGRES CONSTITUTIF DU P.C.R. (m·l)

à paraître début juin

une brochure comprenant le programme et les statuts du P.C.R.(ml)

envoyer les commandes à F.R. BP 464 75065 Paris cédex 02 CCP 31-191-14 La Source prix 3F, plus 1,20F de port à paraître fin juin

un numéro spécial d' OCTOBRE comprenant le rapport politique, les résolutions, le programme, et les statuts

envoyer les commandes à Octobre BP 34 75065 Paris cédex 02 CCP 33-999-29 La Source prix 10F, plus 2,50F de port

# VOYAGE EN ALBANIE

Albanie socialiste, qu'organise le P.C.R. (m-l), au mois d'août, il nous reste quelques places disponibles. Les sympathisants et amis du Parti, du journal, qui voudraient y participer doivent nous le faire savoir rapidement en écrivant au journal. Nous leur répondrons favorablement suivant les possibilités, leur fournissant toutes les indications nécessaires.

# IRLANDE DU NORD

# échec de la politique de duperie du colonialisme britannique

Sous la pression des extrémistes protestants qui paralysaient l'Irlande du Nord, au bout de 2 semaines de grève générale imposée par la manière forte, le gouvernement Faulkner démissionnait le 28 mai dernier. Le lendemain, le gouvernement britannique décidait de suspendre pendant 4 mois le Parlement d'Irlande du Nord et rétablissait ainsi de fait l'administration directe de Londres. Cette démission marque un nouvel échec de la politique impérialiste britannique en Irlande du Nord. Le gouvernement Faulkner avait été mis en place, il y a tout juste 6 mois. Son but: entretenir l'illusion que, désormais, les protestants n'étaient plus les seuls à être représentés au gouvernement. Il se composait en effet, de membres des «partis modérés» : Six du parti Unioniste (protestant), Quatre du parti Travailliste Social-Démocrate (catholique), et un du parti de l'Alliance (interconfessionnel). Il était présenté comme une première brèche dans le monopole du pouvoir, délégué par l'impérialisme britannique exclusivement à des représentants de la bourgeoisie protestante, depuis la partition de l'île en 1920, grâce à un système électoral de type censitaire et à un découpage du territoire sur mesure.

Le gouvernement britannique espérait ainsi calmer les revendications des catholiques pour l'égalité des droits, le travail et le logement, et

freiner la lutte des patriotes contre l'impérialisme anglais et pour l'indépendance de l'Irlande. D'autant plus que les accords de Sunningdale, signés entre Londres, Dublin et Belfast fin 73, outre qu'ils consacraient la mise sur pied d'un tel gouvernement, donnaient aussi l'illusion que Londres acceptait la réunification de l'île à moyen terme : ils prévoyaient la création d'un Conseil d'Irlande, réunissant des représentants des 2 parties de l'île, qui s'occuperait d'abord des questions économiques et sociales d'intérêt commun pour les 2 gouvernements, puis jouerait un rôle d'organe de consultation sur un plan élargi. Les accords voulaient donc donner l'impression de règler par la concertation 2 problèmes : celui de la domination protestante, pour le service de l'impérialisme anglais, sur la minorité catholique, et celui de la domination sans partage de l'impérialisme britannique sur l'Irlande du Nord.

De fait, les ouvriers catholiques n'y avaient quère trouvé d'avantages. Le chômage touchait encore une partie importante du prolétariat catholique, et syrtout, l'armée britannique était toujours là, forte de 16.000 hommes, prête à mater le moindre mouvement des patriotes. Cela montre l'évidence que l'impérialisme britannique, malgré les lourdres pertes subies par ses troupes, malgré le mécontentement que

cas morts provoquent en Anglétere, n'est pas prêt à abandonner l'Irlande. En vérité, il mise à la fois sur une politique de concertation et sur la force.

Craignant que les défaites de l'impérialisme britannique n'entrainent la fin de leurs avantages, les «ultras» protestants refusent ce pseudo-partage des pouvoirs, ils exigent des élections «qui rendraient aux protestants leurs droits légitimes», c'est-à-dire le monopole de la représentation politique. La bourgeoisie protestante s'appuie sur les clivages religieux pour entraîner derrière elle le prolétariat protestant, en lui donnant des miettes pour qu'il l'aide à conserver ses privilèges. C'est ainsi que le «Conseil des Travailleurs», organisation manipulée par les fascistes genre Paisley, Craig, a pu paralyser l'Irlande du Nord, en n'hésitant pas à abattre ceux qui refusaient sa loi.

Ces contradictions entre maître et valet ont conduit la politique britannique de concertation à l'échec. Désormais, bien que Wilson et cie parlent toujours de dialogue, cette politique est condamnée dans les faits : ils ne peuvent se passer des «ultras» qui sont les agents de leur domination. Ils peuvent donc s'attendre à une vaste offensive des patriotes



les sœurs Price condamnées à la prison à vie Monique CHERAN par l'impérialisme anglais

# A BAS LA MAIN-MISE IMPERIALISTE SUR L'IRLANDE DU SUD

Par leur insurrection de 1916, les masses irlandaises proclamaient la République, arrachaient leur indépendance, bravant la répression sanglante de l'impérialisme britannique. Cependant, l'Angleterre réussissait à sauvegarder la plus grande partie de ses intérêts dans l'île, par l'intermédiaire de la bourgeoisie locale. Aujourd'hui encore, la République d'Irlande est largement dépendante de son ancien oppresseur qui en partage le pillage avec d'autres impérialismes, en particulier américain. L'Irlande a la réputation d'un pays de misère, et pourtant, elle possède les plus importantes mines du monde de zinc et de plomb à NAVAN, la plus grande mine de zinc d'Europe à SILVERMINES et de plomb à TYNAGH. Elle possède également de fortes réserves de mercure, de magnésite et de baryte. Mais ces richesses sont aux mains de monopoles étrangers ; 80% des dividendes versés pour les gisements de NAVAN sont sortis d'Irlande. Pour l'ensemble de ces minerais, le pays ne garde que 2,5% de leur richesse

Depuis le début des années 60, les investissements étrangers augmentent rapidement. Jusqu'en 73, les industriels étrangers ne pouvaient détenir que 49% des capitaux d'une entreprise. Maintenant, la totalité. Les rapatriements de capitaux sont autorisés, les industriels étrangers bénéficient d'encouragements fiscaux, financiers et matériels les plus

avantageux d'Europe. La bourgeoisie locale devient la gestionnaire des intérêts étrangers : depuis 1960, les trois quart des investissements sont étrangers. L'impérialisme US vient en tête, avec 69 millions de livres, puis l'impérialisme britannique avec 41 millions. Le système financier irlandais est intégré à celui de la Grande Bretagne, les assurances, certains secteurs industriels (Dunlop, Rank minoteries, l'essence), sont complètement dans ses mains. Elle absorbe les 2/3 des exportations irlandaises, la moitié des importations irlandaises viennent d'Angleterre.

Dans cette situation d'étroite dépendance, les masses connaissent un taux de chômage des plus élevés d'Europe ; l'inflation est également très forte. Cela bien que l'expansion industrielle soit aussi très rapide, la seconde en Europe. Contre les masses qui veulent une véritable indépendance et qui soutiennent les patriotes du nord, la bourgeoisie a cédé à toutes les exigences de Londres. Elle a mis sur pied une législation répressive sans égale en Europe, créé les «Special Criminal Courts», tribunaux composés de trois juges sans jury, arrêté des membres du SINN FEIN parti pourtant légal, des membres de l'IRA, limogé des responsables de la TV Irlandaise accusés de «sympathie à l'égard de l'IRA». Elle a rouvert les camps de concentration, tel celui de CURRAGH.

### LA DISCRIMINATION CATHOLIQUE-PROTES -TANT: UNE ARME DE L'IMPERIALISME

La domination britannique sur l'Irlande a créé et entretenu la discrimination religieuse. Les colons anglais ou écossais étaient protestants, c'est à eux que furent concédées les terres les plus riches de la plaine, les habitants autochtones étant repoussés sur les montagnes. Aujourd'hui encore, cette répartition subsiste. Dans l'industrie, les lois pénales empêchaient les catholiques d'accéder aux professions libérales et aux affaires : la bourgeoisie libèrale et industrielle est encore essentiellement protestante, ainsi donc l'essentiel de la bourgeoisie est protestante, l'essentiel de la paysannerie pauvre et du prolétariat, catholique. Une mince couche de catholiques a pu accéder au rang de la bourgeoisie. C'est sur elle que s'appuyait Londres pour sa politique de concertation. Le prolétariat protestant, jusqu'à maintenant reste manipulé dans sa majorité par l'impérialisme et la bourgeoisie, organisé par elle dans l'Ordre d'Orange par exemple, qui fournit travail et logement.

Pour les masses catholiques, c'est la misère : en 1971, à Derry, le quart des hommes est au chômage, à Bullymurphy, près de la moitié des chefs de familles catholiques et des jeunes de 16 à 25 ans.

UN GHETTO CATHOLIQUE : ARDOYNE :

C'est un des ghettos catholiques de Belfast où la résistance à l'armée d'occupation est bien organisée. Le quartier ressemble à une ville ouvrière du Nord : de petites maisons de briques, tassées les unes contre les autres, 20.000 habitants. Deux usines qui ne tournent pas : la moitié des hommes est au chômage. Le quartier est cerné par les baraques de l'armée, les postes de tir avec leurs sacs de sable, des projecteurs sont braqués sur les entrées du quartier. Mais sur chaque mur les inscriptions fleurissent : « Dehors les troupes britanniques ! », « Vive l'I.R.A !», «Pas de thé pour les soldats !», « Mouchards, attention !»... VIVE LA LUTTE DES PATRIOTES IRLANDAIS!

Nous publions in la 2ème partie de notre article vlutte pour le pétrole du Moyen-Orient» que nous n'ayons pas pu passer dans le No 118, faute de place.

1971-1972 : la bataille des prix :

C'est au début de l'année 1971 que les pays producteurs du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord engagent nationalisation. directement la lutte pour les prix contre les compagnies. A la suite de dures négociations, le prix affiché (base du calcul des redevances) augmenta de 0,37 dollars par baril pour le Golfe Persique, de 0,90 dollars pour la Libye, avec une garantie d'augmentation annuelle de 2,5%. L'ensemble de la part du prix touché par les pays producteurs est aligné sur les taux les plus élevés, soit environ

Tel est le résultat des accords signés à l'époque à Téhéran et Tripoli. Signe précurseur de l'avenir, les pays producteurs ont engagé, à cette occasion, leur première épreuve de force avec le cartel: la Libye, l'Algérie, l'Irak et l'Arabie Séoudite ont menacé conjointement de couper l'approvisionnement des compagnies si exigences de la Libve.

l'accoûtumée, les frais de la crise CFP (française).

LUTTE POUR LE PETROLE DU MOYEN ORIENT(2) laquelle est calculée le prix du

matières premières

1971-1972 : premières luttes pour la

13 avril 1971: le gouvernement algérien nationalise les sociétés pétrolières françaises qui refusaient de faire droit à ses revendications légitimes sur les prix et le rapatriement du montant des ventes. Malgré un chantage économique, malgré une immonde campagne raciste qui se solde en France par de nombreux assassinats de travailleurs immigrés, l'Algérie tient bon. Elle ouvre ainsi la voie à un mouvement décisif : celui de la récupération par les pays producteurs de leur richesse nationale : le pétrole. Successivement, entre cette date et la guerre d'Octobre 73 au Moyen-Orient, la Libye nationalise les actifs de la BP (40% de la production nationale), l'Irak ceux de l'IPC (70%), suivi par la Syrie pour ce qui est des oléoducs et autres installations de cette compagnie. Fait significatif, elles faisaient pas droit aux justes l'Irak s'appuie dans sa lutte sur les contradictions inter-impérialistes et Dès l'année suivante, les pays fait face à l'embargo décrété par le producteurs de pétrole manifestent cartel sur le pétrole qu'il produit en leur refus de faire, comme à passant notamment un accord avec la

impérialiste : les pays du Golfe exigent Désormais, le spectre de la et obtiennent un relèvement de 8,49% nationalisation fait le cauchemar des des prix en vue de compenser la grossium du cartel. En vue de le condébâcle du dollar (monnaie dans jurer, ils reculent devant les

revendications des pays arabes du Golfe et leur concèdent, à New York, en décembre 1972, un prix de participation de 25% qui doit progressivement être porté jusqu'à 51% en 1982.

1973 : offensive généralisée.

La guerre d'Octobre 1973 au Moven-Orient va déclencher un processus d'une ampleur sans précédent.

A cette occasion, les masses arabes exigent unanimement que leurs pays cessent de servir de réservoir de pétrole à leur ennemi direct : l'impérialisme US, engagé à fond dans l'agression sioniste. Dès le début de la guerre, la Résistance Palestinienne se fait leur porte-parole en réclamant, au moment où les peuples arabes sont engagés dans une juste guerre de libération, l'utilisation de l'arme du pétrole. Les pas décisifs franchis pendant cette période montrent clairement que le socle fondamental de la lutte des pays opprimés pour leur indépendance économique, c'est la lutte des masses populaires pour la libération du joug impérialiste et sioniste.

En effet, c'est pour répondre à cette exigence que les pays arabes décident l'embargo total du pétrole à destination des Etats-Unis et autres ennemis, la réduction de 25% des fournitures aux pays qui ne prennent pas de position nette (comme

l'Allemagne ou l'Italie).

La preuve est faite: s'ils savent s'unir, ce sont les pays du Tiers-Monde et non pas l'impérialisme, qui sont les plus forts. En effet, grâce à la menace de pénurie ainsi créée, toute une série de victoires sont remportées en quelques semaines, là où il fallait des années !

augmentation des prix affichés de 5 à 11,60 dollars le baril pour les pays du Golfe Arabique et dans des proportions du même ordre pour la Libye et l'Algérie.

nationalisation des compagnies étrangères restantes par l'Irak, nationalisation par la Libye de plusieurs compagnies US et prise de participation à 51% dans les autres.

prises de participation à 51% de l'Arabie Sécudite dans l'ARAMCO, et à 60% pour le Koweit, Qatar, Abou Dhabi et Dubaï.

A cette occasion, les contradictions inter-impérialistes ont éclaté au grand jour, les pays européens et le Japon ont refusé de faire les frais de la main mise des trusts US sur le pétrole, et se sont tous précipités un à un dans les pays producteurs pour y passer des contrats leur garantissant les livraisons. Décidés à poursuivre leur lutte pour a récupération de leur richesse nationale, les pays producteurs les ont signés en échange de la fourniture de raffineries, d'oléoducs, d'usines pétrochimiques et autres installations industrielles. Après

le monopole des compagnies du cartel sur la production et la fixation des prix, c'est leur monopole sur les transformations et la distribution qui sera donc bientôt menacé par ce courant irrésistible.

Et maintenant ?

Six mois après la grande offensive d'hiver des pays producteurs, un nouveau fait apparait : prétextant la pénurie et les difficultés que leur a causées la lutte des pays-producteurs, les compagnies se sont retournées contre les masses des métropoles impérialistes. Au cours du premier trimestre 74, les bénéfices des compagnies US ont augmenté de 39% pour Exxon, 123% pour Texaco, 81% pour Standart Oil et 76% pour Gulf Oil par rapport au premier trimestre 73. L'Office Fédéral de l'Energie des Etats-Unis a calculé qu'elles ont doublé leurs marges bénéficiaires. L'O.P.E.P. qui va se réunir le 15 juin, envisage de réduire les bénéfices exorbitants, réalisés pour l'essentiel sur la part de pétrole non-nationalisé, en augmentant les impôts perçus sur ce pétrole par les pays producteurs. A nous de lutter de notre côté pour que les compagnies et l'Etat impérialiste cessent d'augmenter les prix en détail, comme le laissent prévoir les bruits sur l'essence à 2 F le litre.

Jean LERMET

Le 4 juin 1974, plusieurs centaines d'étudiants, rassemblés dans une école supérieure de Phnom Penh, séquestraient le «ministre de l'éducation nationales de Lon Nol et son adjoint, exigeaient qu'ils prennent position en faveur de la libération de leurs camarades emprisonnés. La police donne l'assaut au bâtiment, ouvre le feu tandis que les étudiants ripostent héroiquement avec les moyens du bord. Quatre étudiants sont tués, une trentaine blessés. Au cours de la bataille, le ministre et son adjoint ont trouvé la mort.

C'est depuis le début de l'année que le mouvement des étudiants, en liaison avec toute la population, secoue ce qui reste du régime fantoche. Le 4 février, l'assassinat de 4 étudiants torturés par la police, suscitait une indignation générale. Depuis le début mai, la lutte n'a pas connu un jour de répit. Meeting de 50.000 personnes le 15 mai, manifestations les 30 et 31 mai contre l'emprisonnement de 100 étudiants et 3 enseignants qui occupaient leur établissement, au cours desquelles les manifestants écrivent sur les murs mêmes des ministères : «Aussi longtemps que nos camarades seront emprisonnés, nous continuerons à manifester»; «le gouvernement a trahi le peuple». Les mesures répressives de Lon Nol, comme le décret du 14 mai disant stout rassemblement de plus de 5 personnes est interdit; toute personne enfreignant la loi sera inculpée du chef d'insurrection» sont impuissantes à endiguer la marée montante de la colère des masses.

Au cours des conférences de presse qu'ils organisent tous les jours, les étudiants décrivent les objectifs de la lutte, la corruption du régime, la répression, la hausse des prix, le racollage des adolescents pour reboucher les trous d'une armée décimée par les forces de libération. Ces objectifs sont ceux de toute la population, comme on l'a vu pour le nouvel an cambodgien, quand les ouvriers ont invité les étudiants à venir le fêter avec eux dans leurs usines, où ils ont repris ensemble ces mots d'ordre. C'est ce qu'on a vu également au mois de mai, quand la population de Chruy Changar et d'autres quartiers populaires a chassé la police à coups de pieux et de bâtons, et libéré les jeunes de 13-14 ans qu'elle enrôlait de force dans l'armée.

Niais surtout, la haute combativité des étudiants et de l'ensemble de la population repose sur une prise de conscience de plus en plus radicale.

Début mai, les étudiants des facultés de lettres et de sciences déclaraient : «L'actuelle guerre est une guerre entre, d'une part, les masses paysannes armées, autrefois soumise à toutes sortes d'oppression, d'exploitation et de mépris, et de l'autre, une petite poignée de traîtres au pouvoir et de «vautours» venus des Etats-Unis; indignés à l'extrême, les paysans ont mené une lutte résolue qu'aucune force ne peut contrer, ils se sont dressés et marchent vaillamment de l'avant. En ces jours, personne ne peut les retenir pour les replonger dans le régime d'esclavage...

Il faut chasser la petite poignée de traîtres qui a causé à la population des malheurs et des souffrances sans. bornes. Particulièrement il faut briser l'appareil étatique, les institutions politiques et d'administration des traîtres de Phnom Penh qui ne peuvent prolonger leur agonie qu'avec l'aide massive de l'impérialisme étranger».

Les manifestations associent étroitement les revendications aux mots d'ordre contre le régime de Lon Nol et l'intervention US.

Le 6 mai, une manifestation de 24 heures contre la hausse des prix est organisée. Des banderoles tendues sur les établissements scolaires avertissent que esi les autorités n'ont pas résolu le problème de la hausse des prix d'ici le 17 mai, ils appelleront à renverser le régime fantoche». Le 7 mai, la manifestation avait pour mot d'ordre : «A bas les traîtres Lon Nol et Sosthène Fernandez».

L'objectif des masses s'affirme chaque jour plus nettement: dehors les traîtres, GRUNC à Phnom Penh!

La lutte dans les villes franchit une nouvelle étape dans la même période où les Forces Armées Populaires poursuivent la destruction systématique des forces vives du régime Lon Nol. Les objectifs des Forces Armées Populaires et ceux de la population des villes sont de plus en plus nettement convergents: la destruction du régime Lon Nol et la conquête de l'indépendance nationale. La déclaration des étudiants, citée plus haut, se terminait par: «Nous, les étudiants de la faculté des lettres et de celle des Sciences Humaines, sommes convaincus que l'édification d'un nouveau Cambodge ne se réalisera que dans l'indépendance nationale authentique tant politique qu'économique, et sans ingérence d'aucune puissance dans les propres affaires du Cambodges.

G. CARRAT

# cambodge LUTTE RESOLUE DES ETUDIANTS E PHNOM-PENH

## l'armée U.S. encore en action

Le secrétaire d'Etat US à la défense a reconnu, le 5 juin, que les Américains effectuent environ 700 missions par mois au-dessus du Cambodge. Comme ont connaît la proverbiale modestie yankee à propos de leurs opérations agressives, on peut considérer sans crainte de se tromper, qu'il y en a, en fait, près du double. La plupart seraient des missions de ravitaillement, c'est-à-dire des parachutages d'armes aux troupes de Lon Nol acculés dans leur repaire. Ce qui ne les empêche pas de se faire proprement étriller ; les armes ainsi envoyées viennent alors renforcer le potentiel des forces populaires qui les

Les autres opérations sont des bombardements contre la zone libérée en dépit de l'arrêt des bombardements décidés en août.

Ce que Schlesinger n'a pas dit, ce sont les sommes versées pour entretenir les quelques 3500 conseillers militaires US qui encadrent l'armée fantoche, ni combien coûtera l'accroissement de leur nombre jusqu'à 10 000 comme le projette Nixon, avant la fin de 1974. Le GRUNC s'est chargé de dévoiler les activités yankees en publiant la première liste des conseillers US à Phnom Penh dont 117 déguisés en civils. Parmi eux se trouvent: un général (Cleland), six colonels, dix-sept lieutenants-colonels, et trente-deux commandants et capitaines.

Ainsi l'armée de Lon Nol, encadrée et ravitaillée par les Etats-Unis n'est qu'un appendice de l'armée d'agression yankee.

### une prise de position importante

A l'issue de son récent voyage en Chine Populaire, la délégation du FUNK et du GRUNC, dirigée par Khieu Samphan, a publié un communiqué commun avec le gouvernement chinois den e l'agression, l'intervention, la mainmise et le pillage auxquels les deux superpuissances se sont livrés en tous lieus».

Les sociaux-impérialistes soviétiques recueillent le fruit de leur politique de collaboration avec l'impérialisme US au Cambodge: soutien diplomatique et financier au gouvernement Lon Not, manœuvres de division du peuple cambodgien par une soi-disant atroisième forces. Le peuple cambodgien a les yeux grands ouverts sur la nature réactionnaire de Brejnev et compagnie.



# vietnam vers l'échec de la guerre d'empiètement

combats font rage, tout comme sur les hauts-plateaux, autour des villes de Kontum et de Pleiku, tout comme le long de la frontière cambodgienne.

Il y a 16 mois, les Accords de Paris décrétaient le cessez-le-feu au sud-Vietnam et la division provisoire du pays en deux zones : l'une, la zone libérée sous l'administration du GRP, l'autre, encore occupée par le régime fantoche US-Thieu. Depuis, l'armée fantoche de Saigon n'a jamais cessé ses tentatives de grignoter la zone libérée. Mais aujourd'hui, ces opérations prennent une ampleur nouvelle : en mars 74, le GRP dénombrait 1932 opérations d'empiètement, contre 1506 en janvier et 783 en décembre 73. Certaines d'entre elles mettent en œuvre plusieurs bataillors, voire plusieurs divisions, l'aviation et l'artillerie. Au cours des combats menés pour repousser ces attaques, les Forces Armées Populaires de Libération (FAPL) ont éliminé des milliers de soldats fantoches, encerclé et liquidé de nombreux points d'appui installés par les fantoches saigonnais au cœur même des zones libérées, en violation flagrante des Accords de Paris.

Comment Thieu aurait-il pu déclancher de telles opérations sans l'ordre et l'appui direct des impérialistes américains? Quand on sait que l'Etat-Major saigonnais est dirigé par des officiers américains et,

sévissent au Sud-Vietnam. La présence de ces soldats US au Vietnam est une violation de l'Accord de Paris, tout commes les vols de reconnaissance d'avions US au-dessus de la zone libérée, ou le stratagème consistant à livrer à Thieu des avions ultra-modernes F 5 E, en remplacement de vieux F 5 A, soi-disant détruits, en réalité démodés. La politique de grignotage, de destruction systématique des zones libérées, allant jusqu'à bombarder la ville de Loc Ninh, l'un des centres urbains de la zone administrée par le GRP, est dictée par Nixon lui-même. Ce même Nixon, qui réclame à cor et à cri au Congrès US une rallonge de 477 millions de dollars au budget d'aide à Thieu pour 73/74, qui s'élève déjà à plus de 3 milliards de dollars, et un doublement des crédits pour 74-75, au moment où des sénateurs, aussi peu sympathisants avec les patriotes vietnamiens que le fasciste Goldwater, se font tirer l'oreille, se rendant compte que caider Thieu, c'est jeter de l'argent par les fenêtres».

Pour justifier cette aide US, Thieu a agité pendant des mois l'épouvantail d'une cattaque communiste imminente»... il l'attend toujours et il se rabat maintenant sur le thème du « terrorisme vietcong». Pour rendre crédible cette thèse et pour tenter de discréditer le GRP aux yeux des

A 45 km au Nord-Ouest de Saïgon, les que 26.000 «conseillers» militaires US masses vietnamiennes, Thieu n'hésite pas a monter de toutes pieces des attentats terroristes et.... à en accuser le GRP. Il a ainsi fait exploser une soi-disant «roquette vietcong» dans la cour de l'école de Cai Lay assassinant 20 enfants et blessant 40 autres. Plus récemment, c'est dans une cellule de la prison de Tan Hiep, à Bien Hoa qu'a explosé une de ces «roquettes vietcong» téléguidées par Thieu: 31 prisonniers politiques en sont morts et 82 blessés!

> Les manœuvres US-Thieu ne masqueront pas la vérité : le GRP ne cesse de lutter pour l'application des Accords de Paris, que le camp adverse, lui, ne cesse de saboter. A tel point que le GRP a dû cesser toute participation aux commissions mixtes militaires établies par l'Accord, sa tâche y étant rendue impossible par les multiples attaques des autorités saigonnaises : suppression des vols entre Saïgon et la zone libérée. interdiction aux journalistes d'assister aux conférences de presse du GRP, coupure des communications téléphoniques, etc...

> Cinq ans après sa création, le 6 juin 1969, le GRP contrôle les trois quart du territoire, il est reconnu par plus de quarante pays. Avec l'appui de l'immense majorité de la population vietnamienne, il saura vaincre la guerre d'empiètement et de grignotage menée par les US-Thieu.

Nicolas GUILLOT.

# l'école de Cai Lay...

CAI-LAY: toute la zone alentour est sous contrôle du GRP depuis les accords de Paris, ce qui n'empêche pas l'armée fantoche d'y lancer des opérations de grignotage tout le long de la route numéro 4. En ville, à côté du camp sai gonnais, une école.

Le 9 mars 1974, 140 enfants sont en rang dans la cour de l'école quand y éclate un obus: 20 sont morts déchiquetés, 40 blessés. Alors qu'en temps normal, en cas d'attaque des FAPL, ils se terrent dans leurs abris, les soldats fantoches se précipitent immédiatement vers l'école, pour en interdire l'accès. Les cadavres sont enterrés à la hâte et les blessés transportés loin de Cai-Lay, dans un hopital militaire, alors qu'il y a un hopital civil en ville.

«Un obus tiré par les révolutionnaires tue 23 écoliers» titrait «Le Monde» du 12 mars. L'enquête devait prouver qu'il s'agissait d'un crime monté de toutes pièces par les US-Thieu.

### un village de la zone libérée, parmi des milliers d'autres...

Depuis les accords de Paris, le hameau TU fait partie de la zone libérée. Les habitants, dont certains sont venus des villes encore occupées par Thieu, y ont reconstruit les maisons et remis en culture les rizières dévastées par la guerre. Un jour de novembre, à 6 heures du matin, 5 vagues successives de bombardiers saigonnais attaquent le village, beaucoup d'habitants sont blessés. Puis, dans la journée, les canons du poste US-Thieu, voisin de Cam Ha prennent le relais, et pendant 12 jours, ils pilonnent le village nuit et jour, pendant que 6 compagnies saigonnaise encerclent la région.

Dès le début de l'attaque, les groupes de guérilleros du village ont organisé l'autodéfense, installé des postes de guet et de combat. Le 12ème jour, l'Etat-Major local des FAPL donne l'ordre de décrocher vers l'ouest. Le transport et l'évacuation des blessés et de la population est immédiatement

Les derniers habitants ont à peine gagné la forêt que des hélicoptères saigonnais survolent le village et y lachent leurs hordes de paras. En quelques minutes, tout est fouillé, détruit, tout ce qui a une quelconque valeur

Quelques jours plus tard, les troupes régulières des FAPL, qui avaitent réussi à contourner le dispositif fantoche, chasseront les paras saigonnais, dans la plus grande débandade. Pour les habitants du village, revenus sur les lieux, les pétarades des AK 47 des patriotes crépitent ce jour-là comme un joyeux feu